

EXHIBIT “G”

FRENCH

congo # 6.1.2 (b)

CONVENTION

- La République Populaire du Congo
- Congolese Superior Oil Company
- Cities Service Congo Petroleum Corporation
- Canadian Superior Oil Ltd.
- Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Pétrolières "HYDRO-CONGO"

le 25 mai 1979

GAR 00001

EXHIBIT 1

FRENCH
Copied from

INDEX

1. Table des matières.
2. Convention.
3. Annexe I: Décret attributif du permis "Marine 1".
4. Annexe II.
5. Annexe III: Taux d'amortissements applicables aux SOCIETES.
6. Annexe IV: Paiement de la redevance et de l'impôt sur les sociétés.
7. Annexe V: Modèle de lettre de garantie.
8. Appendice.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Définitions	2
2. Objet	4
3. Entrée en vigueur - Durée - Permis d'exploitation	4
4. Bénéficiaires	4
5. Garanties	5
6. Charges fiscales	6
6.03 Etablissement de l'impôt sur les sociétés de chacune des SOCIETES	7
7. Redevance minière	8
8. Changes	10
9. Paiements forfaitaires	11
10. Disposition des HYDROCARBURES	12
11. Emploi et formation du personnel	13
12. Fournisseurs congolais	15
13. Mise à disposition des informations	15
14. Transport et traitement des produits	16
15. Force majeure	16
16. Déclaration et paiement d'impôts	17
17. Arbitrage	18
18. Droit applicable	18
19. Avis	18
20. Avenants	20
21. Garantie par société mère	20

ANNEXE I

Copie du décret accordant le PERMIS

ANNEXE II

ANNEXE III

Taux d'amortissements applicables aux SOCIETES

ANNEXE IV

I - Paiement de la redevance

II - Paiement de l'impôt sur les sociétés

ANNEXE V

Modèle de lettre de garantie

(i)

GAR 00003

CONVENTION

ENTRE

La République Populaire du Congo (ci-après désignée le "CONGO") représentée aux présentes par Monsieur Rodolphe Adada, Ministre des Mines et de l'Energie,

d'une part,

ET

Congolese Superior Oil Company (ci-après parfois désignée "SUPERIOR"), société de l'Etat du Nevada, Etats-Unis d'Amérique, dont le siège est à Houston, Texas, Etats-Unis d'Amérique, 26th Floor, First City National Bank Building, représentée par Monsieur Diego O. Giordano-Echegoyen, dûment autorisé à cet effet,

Cities Service Congo Petroleum Corporation (ci-après parfois désignée "CITIES SERVICE"), société de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, dont le siège est à Dover, Delaware, Etats-Unis d'Amérique, 306 South State Street, représentée par Antoine Saadi, dûment autorisé aux fins des présentes,

Canadian Superior Oil Ltd. (ci-après parfois désignée "CANADIAN"), société constituée au Canada, dont le siège est à Calgary, Three Calgary Place, 355 4th Avenue S.W., Province d'Alberta, Canada, représentée par Robert C. Schrader, dûment autorisé à cet effet,

Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Pétrolières "HYDRO-CONGO" (ci-après parfois désignée "HYDRO-CONGO"), société nationale ayant son siège à Brazzaville, agissant par Monsieur Alphonse M'Boudo-Nesa, dûment autorisé à cet effet,

ci-après désignées collectivement les "SOCIETES" ou individuellement "l'une des SOCIETES" ou la "SOCIETE",

d'autre part,

EXPOSE PRELIMINAIRE

Le CONGO désire promouvoir et réaliser dans les meilleures conditions d'efficacité la recherche et le développement

X

GAR 00004

MM

2.

des ressources du CONGO en hydrocarbures liquides et/ou gazeux afin d'assurer par la suite leur exploitation dans les meilleures conditions possibles.

A cet effet, le CONGO désire obtenir la coopération de sociétés pétrolières qualifiées et réputées pour qu'elles fournissent à HYDRO-CONGO l'aide nécessaire à la réalisation, dans le cadre d'une association, de certains travaux de recherche d'hydrocarbures, et de développement et d'exploitation des gisements découverts sur le permis de recherches du type "A" dit "Marine 1" accordé à HYDRO-CONGO et plus amplement décrit ci-après, et sur les permis d'exploitation qui peuvent être accordés sur ce permis de recherches.

Les SOCIETES exerceront leurs activités de recherche et d'exploitation en conformité avec les principes de la politique pétrolière du CONGO tels que repris dans la présente Convention.

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

1. Définitions

Aux fins de la présente Convention, les termes et expressions suivants auront la signification indiquée ci-dessous.

1.01 Convention: La présente Convention entre le CONGO et les SOCIETES.

1.02 Association: L'association constituée par le contrat d'opérations en association pour l'exécution des travaux pétroliers, tel que ce terme est défini au sous-paragraphe 1.10 ci-dessous.

1.03 Contrat d'association: Le contrat d'opérations en association pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures conclu entre les SOCIETES pour la recherche et l'exploitation éventuelle de gisements d'hydrocarbures sur le permis, tel que ce terme est défini au sous-paragraphe 1.04 ci-après.

1.04 Permis: Le permis de recherches de type "A" dit "Marine 1" visé en tête de la CONVENTION attribué à HYDRO-CONGO pour le bénéfice de l'ASSOCIATION par le décret dont copie est jointe en Annexe I à la Convention, avec toutes ses prolongations, modifications, variations ou renouvellements éventuels, ainsi que tous les permis d'exploitation qui pourront être accordés sur une partie quelconque de sa surface.

1.05 Opérateur: La SOCIETE qui est chargée, au nom des membres de l'ASSOCIATION, des travaux pétroliers -- tel que ce terme est défini au sous-paragraphe 1.10 ci-dessous -- sur le PERMIS, conformément aux dispositions du CONTRAT D'ASSOCIATION.

for JFE
Q

MM

GAR 00005

3.

1.06 Hydrocarbures: Les hydrocarbures solides, liquides et/ou gazeux découverts et/ou exploités sur le PERMIS.

1.07 Gaz naturel: Tous les HYDROCARBURES gazeux produits par les SOCIETES sur le PERMIS, à l'exception des condensats qui sont séparés et récupérés sous forme liquide par utilisation des méthodes normales de récupération au champ.

1.08 Hydrocarbures liquides: Les HYDROCARBURES produits par les PARTIES sur le PERMIS, à l'exception du GAZ NATUREL.

1.09 Société affiliée:

1.09.1 Toute société dans laquelle plus de 50% des droits de vote dans les assemblées générales ordinaires sont détenus directement ou indirectement par l'une des SOCIETES;

1.09.2 Toute société qui détient, directement ou indirectement, plus de 50% des droits de vote dans les assemblées générales ordinaires de l'une des SOCIETES;

1.09.3 Toute société dont les droits de vote dans les assemblées générales ordinaires sont détenus pour plus de 50% par une société qui détient elle-même, directement ou indirectement, plus de 50% des droits de vote dans les assemblées générales ordinaires de l'une des SOCIETES;

1.09.4 Toute société dans laquelle plus de 50% des droits de vote dans les assemblées générales ordinaires sont détenus directement ou indirectement par plusieurs SOCIETES ou par plusieurs sociétés telles que décrites aux paragraphes 1.09.1 à 1.09.3 ci-dessus.

1.10 Travaux pétroliers: L'ensemble des activités, où qu'elles s'exercent, relatives à la recherche, au développement, à l'exploitation, au transport, au stockage et à la disposition des HYDROCARBURES au CONGO ou à l'exportation.

1.11 Travaux de recherche: Ceux des TRAVAUX PETROLIERS réalisés dans le but de découvrir un gisement d'HYDROCARBURES, y compris le forage de découverte et les travaux d'appréciation, réalisés jusqu'à la date à laquelle le Comité de Direction prévu au CONTRAT D'ASSOCIATION aura déterminé, conformément à l'article 5 du CONTRAT D'ASSOCIATION, qu'une découverte est commercialement exploitable.

1.12 Travaux de développement et d'exploitation: Tous TRAVAUX PETROLIERS autres que les TRAVAUX DE RECHERCHE, y compris le transport des HYDROCARBURES jusqu'au point d'enlèvement par les SOCIETES.

1.13 Sociétés étrangères: Les SOCIETES, à l'exception d'HYDRO-CONGO.

GAR 00006

4.

1.14 Franc CFA: Monnaie définie au titre II de la Convention de Coopération Monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats d'Afrique Centrale (B.E.A.C.) et la République Française, signée à Brazzaville le 23 novembre 1972.

2. Objet

2.01 La CONVENTION et ses annexes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles les SOCIETES participeront aux TRAVAUX PETROLIERS sur le PERMIS dans le cadre de l'ASSOCIATION.

3. Entrée en vigueur - Durée - Permis d'exploitation

3.01 La CONVENTION sera approuvée par un acte ayant force de loi. Elle entrera en vigueur lors de la publication de cet acte au Journal Officiel du CONGO.

3.02 La CONVENTION est conclue pour la durée du PERMIS.

3.03 Chaque permis d'exploitation aura une durée de trente (30) ans.

4. Bénéficiaires

4.01 Les dispositions de la CONVENTION s'appliquent de plein droit aux SOCIETES et à tout cessionnaire des droits de chaque SOCIETE sur le PERMIS, ainsi qu'à toute société à laquelle les SOCIETES ou l'une d'entre elles se seront associées en lui cédant tout ou partie de leurs droits et obligations sur le PERMIS. Cependant, toute cession devra être soumise préalablement à son entrée en vigueur à l'approbation du Ministre de tutelle.

Si la décision du Ministre de tutelle n'intervient pas dans un délai d'un (1) mois à compter de la signification de la cession qui doit être soumise à son approbation, celle-ci sera considérée comme étant tacitement rejetée.

4.01.1 Si le cessionnaire proposé est une société entièrement contrôlée par le cédant ou par la société mère de son groupe, l'autorisation du Ministre de tutelle est de droit et, dans ce cas, nonobstant les dispositions du paragraphe 4.01 ci-dessus, l'autorisation sera réputée donnée un (1) mois après le dépôt de la demande. Si le cessionnaire proposé est une SOCIETE AFFILIEE, l'autorisation du Ministre de tutelle ne sera pas refusée sans raison et de manière discrétionnaire.

4.01.2 Tout acte ultérieur ayant pour effet de faire perdre au cessionnaire le caractère de société entièrement contrôlée par le cédant ou par la société mère de son groupe ou le caractère de SOCIETE AFFILIEE sera considéré comme une nouvelle cession soumise à l'approbation préalable du Ministre du tutelle dans les mêmes conditions.

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

GAR 00007

5.

4.01.3 Conformément à la politique pétrolière du CONGO, HYDRO-CONGO ne cédera pas sa participation dans l'ASSOCIATION à moins que le cessionnaire ne soit entièrement contrôlé par le CONGO.

5. Garanties

5.01 Sous réserve des dispositions du sous-paragraphe 5.01.3 ci-dessous, le CONGO garantit aux SOCIETES, pour la durée de la CONVENTION, la stabilité des conditions juridiques, financières, minières et économiques dans lesquelles les SOCIETES exerceront leurs activités au CONGO, telles que ces conditions résultent de la législation et de la réglementation en vigueur à la date de signature de la CONVENTION et des modalités de la CONVENTION.

5.01.1 En conséquence, les SOCIETES ne seront soumises en quelque domaine que ce soit à aucune mesure aggravante par rapport au régime défini au paragraphe 5.01 ci-dessus.

5.01.2 En particulier, devra être considérée comme aggravante, au sens du sous-paragraphe 5.01.1 ci-dessus, toute mesure ayant pour effet soit de diminuer les profits nets des activités exercées dans le cadre de la CONVENTION en limitant les recettes ou en augmentant les charges d'exploitation des SOCIETES, soit, en général, de compromettre l'exécution ou la conduite des TRAVAUX PETROLIERS par des restrictions apportées aux droits des SOCIETES.

5.01.3 Toutefois, les modifications apportées à la législation du travail, de la sécurité et de la protection de l'environnement et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques seront applicables de plein droit aux SOCIETES et à leur personnel, sauf si elles comportent des restrictions aux droits des SOCIETES concernant la propriété de leurs biens ou la libre disponibilité des HYDROCARBURES leur revenant au sens de l'article 10 ci-dessous.

5.01.4 En outre, les SOCIETES ne seront soumises, notamment en ce qui concerne le régime des biens et des personnes, à aucune mesure discriminatoire de droit ou de fait à leur encontre.

5.02 Le CONGO garantit aux SOCIETES pour la durée de la CONVENTION que les conditions fiscales de l'exercice de leurs activités au CONGO au titre de la CONVENTION, en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés visé à l'article 6 ci-dessous, seront régies par le Code Général de Impôts du CONGO et les textes législatifs ou réglementaires modifiant l'edit Code et par la CONVENTION. En conséquence, les SOCIETES ne seront soumises, pour leurs activités au CONGO au titre de la CONVENTION, à aucune mesure fiscale discriminatoire par rapport au droit commun applicable aux sociétés congolaises ou étrangères autres que celles résultant de la CONVENTION.

A SK *MM*
GAR 00008

6.

5.03 Le CONGO garantit aux SOCIETES pour la durée de la CONVENTION, en application du Code Général des Impôts, que la redevance minière versée au CONGO sur les quantités d'HYDROCARBURES revenant aux SOCIETES aux termes du CONTRAT D'ASSOCIATION sera fixée au taux de quatorze et demi pour cent (14 1/2%) pour les HYDROCARBURES LIQUIDES, et de neuf pour cent (9%) pour le GAZ NATUREL.

6. Charges fiscales

6.01 Pour les TRAVAUX PETROLIERS, chacune des SOCIETES sera assujettie à la redevance minière visée au paragraphe 5.03 ci-dessus et à l'article 7 ci-dessous, et à l'impôt sur les sociétés visé aux articles 106 à 126 du Code Général des Impôts du CONGO, à l'exclusion de toute autre imposition.

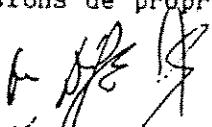
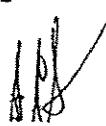
6.02 En conséquence, chacune des SOCIETES est exonérée pour les TRAVAUX PETROLIERS et pour la durée de la CONVENTION de tous autres impôts et taxes. Cette exonération comprend notamment:

6.02.1 L'exonération de tous droits de douanes et de toutes taxes ou cautions à l'importation pour tous les biens d'équipements, matières et fournitures consommables et pièces de rechange de biens d'équipements destinés aux TRAVAUX PETROLIERS, qu'ils soient importés par la SOCIETE directement, ou indirectement par l'OPERATEUR au nom de la SOCIETE ou par l'intermédiaire de fournisseurs et d'entreprises sous-traitantes.

6.02.2 L'exonération de tous droits ou taxes à l'exportation applicables aux biens d'équipement et pièces de rechange pour lesdits biens d'équipement lorsque ceux-ci ont été importés en franchise de tout droit, conformément au sous-paragraphe 6.02.1 ci-dessus, ainsi qu'aux HYDROCARBURES produits sur le PERMIS appartenant à la SOCIETE conformément à l'article 10 ci-dessous.

6.02.3 L'exonération de l'impôt sur le chiffre d'affaires intérieur, de la taxe unique, de la taxe sur les transactions et tous autres impôts indirects, relatifs à la fourniture des biens (matériels, équipements, pièces de rechange, etc.), services et travaux de toute espèce relatifs aux TRAVAUX PETROLIERS prévus à la CONVENTION, que la fourniture soit faite par la SOCIETE, par l'OPERATEUR ou par des entrepreneurs de travaux, des fournisseurs et prestataires de services travaillant directement ou indirectement pour le compte de la SOCIETE.

6.02.4 L'exonération des droits d'enregistrement relatifs à tous les actes de toute nature auxquels la SOCIETE ou l'OPERATEUR au nom de la SOCIETE peut être partie dans le cadre des TRAVAUX PETROLIERS sur le PERMIS, à toutes transmissions de propriété ou de jouissance à la SOCIETE de biens

 GAR 00009 

7.

mobiliers ou immobiliers pour la réalisation des TRAVAUX PETROLIERS, ou relatifs aux contrats d'assurance auxquels la SOCIETE ou l'OPERATEUR en son nom peut être partie et qui concernent les TRAVAUX PETROLIERS.

6.02.5 L'exonération de tout droit ou impôt relatif au paiement d'intérêts ou de dividendes par la SOCIETE.

6.03 Etablissement de l'impôt sur les sociétés de chacune des SOCIETÉS

6.03.1 A l'exception de celles précisées au présent paragraphe 6.03, les règles de l'assiette et du recouvrement de l'impôt sur les sociétés sont celles fixées par le Code Général des Impôts du CONGO.

6.03.2 Chacune des SOCIETES sera soumise à l'impôt sur les sociétés, conformément aux dispositions du Code Général des Impôts du CONGO, et, si le taux de l'impôt sur les sociétés fixé par le Code Général des Impôts du CONGO est inférieur à cinquante cinq pour cent (55%), à un impôt additionnel calculé en appliquant au bénéfice imposable un pourcentage égal à la différence entre le taux de l'impôt sur les sociétés et cinquante cinq pour cent (55%).

6.03.3 L'assiette de l'impôt sur les sociétés applicable à chacune des SOCIETES au titre de ses activités exercées dans le cadre de la CONVENTION sera calculée sur la base des prix tels que définis à l'annexe II jointe à la CONVENTION. Les amortissements seront calculés par chacune des SOCIETES conformément aux règles posées par le Code Général des Impôts du CONGO; toutefois, chacune des SOCIETES appliquera les taux élément par élément figurant au tableau joint à la CONVENTION en annexe III.

6.03.4 Afin de permettre le calcul de l'impôt sur les sociétés dû par chacune des SOCIETES au titre de ses activités exercées dans le cadre de la CONVENTION, chaque SOCIETE devra, à compter de la date d'entrée en vigueur et pendant la durée de la CONVENTION, tenir une comptabilité conforme aux règles fixées par le Code Général des Impôts du CONGO.

6.03.5 Les dispositions de l'article 109 du Code Général des Impôts du CONGO ne seront pas applicables aux SOCIETES.

6.03.6 Par dérogation à l'article 116 du Code Général des Impôts du CONGO, les SOCIETES ne sont pas autorisées à déduire de leur bénéfice imposable à l'impôt sur les sociétés les intérêts et agios payés sur des emprunts éventuellement réalisés pour le financement des TRAVAUX PETROLIERS auprès de SOCIETES AFFILIÉES. A partir de la date à laquelle le Comité de Direction prévu au CONTRAT D'ASSOCIATION aura déterminé, conformément au CONTRAT D'ASSOCIATION, qu'une

GAR 00010

8.

découverte est commercialement exploitable, chaque SOCIETE sera admise à déduire de son bénéfice imposable les intérêts et agios payés sur des emprunts réalisés pour le financement des TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT ET D'EXPLOITATION auprès d'organismes financiers indépendants des SOCIETES, moyennant présentation par la SOCIETE emprunteuse aux autorités fiscales de certificats émanant desdits organismes financiers.

6.03.7 La redevance minière visée à l'article 7 ci-dessous est déductible du résultat imposable et elle ne peut en aucun cas être traitée comme une avance sur l'impôt sur les sociétés.

6.03.8 La limite de dix pour cent (10%) posée par le deuxième alinéa de l'article 20.I.6°, du Code Général des Impôts du Congo, tel que modifié par l'article 5 de la loi n° 30/74, ne sera pas applicable aux SOCIETES.

6.04 Les rémunérations et salaires versés au personnel des SOCIETES en service au CONGO pour la réalisation des TRAVAUX PETROLIERS seront soumis aux impôts afférents à ces revenus conformément aux dispositions du Code Général des Impôts du CONGO.

6.05 L'impôt sur les sociétés fait l'objet du versement d'acomptes mensuels provisoires suivant les modalités fixées à l'annexe IV jointe à la CONVENTION.

7. Redevance minière

7.01 L'assiette de la redevance minière acquittée en espèces ou en nature est égale, pour chaque SOCIETE, à la valeur des HYDROCARBURES enlevés par elle, calculée sur la base du prix déterminé conformément à l'annexe II jointe à la CONVENTION, diminuée des frais de transport intérieur, traitement, stockage et chargement, tels que ces frais résultent de la comptabilité de la SOCIETE et constituent des charges fiscalement déductibles. La redevance n'est pas due sur les quantités d'HYDROCARBURES utilisées pour les besoins des TRAVAUX PETROLIERS, ou perdues.

7.02 La redevance minière prévue au présent article 7 est payée en espèces ou en nature au choix du CONGO.

7.03 L'OPERATEUR communiquera à l'autorité compétente du CONGO la date prévue pour la première exportation d'HYDROCARBURES au moins six (6) mois à l'avance, afin que cette autorité puisse faire connaître à la SOCIETE ou à l'OPERATEUR, dans un délai de cinq (5) mois après la réception de ladite communication, le mode de règlement de la redevance minière choisi par l'Administration. L'Administration pourra toujours modifier le mode de règlement ainsi choisi, sauf à en notifier la SOCIETE ou l'OPERATEUR en son nom au moins trois (3) mois à l'avance. Toutefois, l'Administration est réputée avoir opté

 GAR 00011 

9.

initialement pour le paiement en espèces de la redevance minière.

Si, à un moment où l'Administration préleve la redevance minière en espèces, les SOCIETES ont la possibilité de prendre des engagements de ventes pour une période de plus de trois (3) mois, lesquels ne pourraient être satisfaits au cas où l'Administration déciderait de prélever la redevance en nature, les SOCIETES pourront soumettre le projet de contrat de vente au Ministre de tutelle, qui pourra à sa discrétion l'approuver ou non. En cas d'approbation, la redevance continuera d'être perçue en espèces pendant la durée dudit contrat.

7.04 La quantité d'HYDROCARBURES sur laquelle s'applique la redevance minière est mesurée au point de livraison décrit au sous-paragraphe 10.02.1. Les méthodes de mesure utilisées seront agréées par l'autorité congolaise compétente qui devra être tenue au fait du déroulement des opérations afin de pouvoir se faire représenter et de procéder, si elle l'estime nécessaire, à toute mesure de contrôle.

Dans le mois qui suit la fin de la période pour laquelle la redevance minière est due, chaque SOCIETE, ou l'OPERATEUR en son nom, transmettra à l'autorité congolaise compétente un relevé des quantités d'HYDROCARBURES assujetties à la redevance minière, accompagné de toutes justifications utiles.

7.05 La redevance minière, qu'elle soit en nature ou en espèces, sera liquidée et versée trimestriellement dans les conditions visées ci-après:

7.05.1 Le paiement en nature de la redevance minière sera effectué au profit d'HYDRO-CONGO agissant pour le compte du CONGO selon les modalités arrêtées au paragraphe 4.11 et aux articles 9 et 10 du CONTRAT D'ASSOCIATION pour la remise à HYDRO-CONGO de la part de production lui revenant. Les quantités d'HYDROCARBURES dues au CONGO au titre du présent article 7 seront livrées à HYDRO-CONGO au cours du mois suivant celui au titre duquel la redevance minière proportionnelle est due.

7.05.2 Le paiement en espèces de la redevance minière se fera au cours du mois qui suit la fin du trimestre calendaire au titre duquel la redevance minière en espèces est due.

7.06 La redevance minière, lorsqu'elle est payée en espèces, fait l'objet de déclarations et de versements provisoires mensuels suivant les modalités figurant dans l'annexe IV jointe à la CONVENTION.

GAR 00012

10.

7.07 En raison du caractère particulier du GAZ NATUREL, les parties se consulteront en cas de découverte de GAZ NATUREL pour préciser les modalités de règlement en nature de la redevance minière sur le GAZ NATUREL conformément aux principes énoncés au présent article 7.

8. Changes

8.01 Le CONGO garantit pour la durée de la CONVENTION, aux SOCIETES, aux personnes physiques régulièrement employées par elles et aux personnes physiques ou morales chargées par elles de réaliser ou financer les TRAVAUX PETROLIERS ou la commercialisation des HYDROCARBURES que:

8.01.1 Le CONGO n'impose pas aux SOCIETES d'obligation de rapatriement du produit de la vente à l'exportation d'HYDROCARBURES.

8.01.2 Les SOCIETES pourront payer à l'étranger en devises, en utilisant les fonds conservés par elles à l'étranger, les entreprises, fournisseurs et prêteurs en exécution des contrats conclus pour l'exécution des TRAVAUX PETROLIERS.

8.01.3 Les SOCIETES pourront emprunter à l'étranger toutes les sommes qui peuvent leur être nécessaires pour réaliser les TRAVAUX PETROLIERS.

8.01.4 Les SOCIETES pourront transférer en faveur des fournisseurs résidant hors de la zone franc toutes les sommes dues à ces derniers.

8.01.5 Les SOCIETES pourront librement rapatrier du CONGO vers les pays membres de la zone franc les capitaux provenant de ces pays investis au CONGO dans le cadre des TRAVAUX PETROLIERS, et transférer dans les mêmes conditions leurs produits éventuels.

8.01.6 Les SOCIETES pourront rapatrier du CONGO vers les pays extérieurs à la zone franc les capitaux provenant de ces pays investis au CONGO dans le cadre des TRAVAUX PETROLIERS, et transférer dans les mêmes conditions leurs produits éventuels. Le CONGO garantit aux SOCIETES qu'elles obtiendront des moyens de règlement sur les pays extérieurs à la zone franc nécessaires à la réalisation des opérations visées à la CONVENTION.

8.01.7 Les SOCIETES pourront exporter librement du CONGO à destination des pays membres de la zone franc toutes les sommes dont elles pourront être débitrices envers les fournisseurs, affréteurs et autres prestataires de services, ainsi qu'envers leurs actionnaires qui résident en zone franc et, d'une manière générale, toutes les sommes dont les SOCIETES pourront être débitrices à un titre quelconque pendant la durée de la CONVENTION.

14 14

GAR 00013

14

11.

8.01.8 Les membres du personnel ressortissant des pays membres de la zone franc régulièrement employés par les SOCIETES pourront exporter librement du CONGO à destination des pays de la zone franc leurs économies sur salaire.

8.01.9 Les SOCIETES pourront exporter du CONGO à destination des pays extérieurs à la zone franc toutes les sommes dont elles pourront être débitrices envers les fournisseurs, afréteurs et autres prestataires de services, ainsi qu'envers leurs actionnaires qui résident dans ces pays.

8.01.10 Les membres du personnel ressortissant des pays extérieurs à la zone franc régulièrement employés par les SOCIETES pourront exporter du CONGO à destination de ces pays leurs économies sur salaire.

8.02 Tout transfert de devises à destination ou en provenance de la zone franc effectué conformément aux sous-paragraphe 8.01.4, 8.01.6, 8.01.9 et 8.01.10 ci-dessus sera réalisé sous le contrôle du Bureau des relations financières avec l'étranger ("B.R.F.E.") conformément à la réglementation en vigueur au CONGO et relative à la zone franc.

8.03 Les transactions visées aux sous-paragraphe 8.01.4, 8.01.6, 8.01.9 et 8.01.10 ci-dessus ne seront pas rendues plus onéreuses pour les SOCIETES qu'elles ne le sont pour d'autres acheteurs et vendeurs de devises en matière commerciale par imposition d'un taux différent ou de taxes ou commissions spéciales.

9. Paiements forfaitaires

9.01 La SOCIETE nommée Opérateur par le CONTRAT D'ASSOCIATION paiera au CONGO au nom et pour le compte des SOCIETES ETRANGERES les montants forfaitaires suivants:

9.01.1 Deux cent cinquante millions (250.000.000) de FRANCS CFA lorsque la production journalière d'HYDROCARBURES LIQUIDES sur le PERMIS aura atteint trente mille (30.000) barils par jour et se sera maintenue pendant une période de cent vingt (120) jours consécutifs à une moyenne de trente mille (30.000) barils par jour; et

9.01.2 Six cent vingt cinq millions (625.000.000) de FRANCS CFA lorsque la production journalière d'HYDROCARBURES LIQUIDES sur le PERMIS aura atteint soixante quinze mille (75.000) barils par jour et se sera maintenue pendant une période de cent vingt (120) jours consécutifs à une moyenne de soixante quinze mille (75.000) barils par jour.

9.01.3 Les montants forfaitaires visés aux sous-paragraphe 9.01.1 et 9.01.2 ci-dessus deviendront exigibles trente (30) jours après l'expiration de chacune des périodes de cent vingt (120) jours visées auxdits sous-paragraphe.

GAR 00014

12.

9.02 Les montants visés aux sous-paragraphe 9.01.1 et 9.01.2 ci-dessus pourront donner lieu à constitution d'immobilisations amortissables fiscalement dans les comptes des SOCIETES ETRANGERES.

10. Disposition des HYDROCARBURES

10.01 Chaque SOCIETE aura le droit d'enlever librement la part d'HYDROCARBURES qui lui revient au titre du CONTRAT d'ASSOCIATION.

Elle pourra librement vendre, céder, transporter, consommer ou exporter, directement ou indirectement, ladite part.

10.02 Toutefois, et par dérogation au principe posé par le paragraphe 10.01 ci-dessus, chaque SOCIETE pourra être tenue, à la demande du CONGO, d'affecter en priorité les HYDROCARBURES provenant de son exploitation à la satisfaction des besoins de l'industrie congolaise aux conditions définies ci-après, à condition: (a) que la part de production revenant à HYDRO-CONGO ait été utilisée pour satisfaire les besoins de l'industrie congolaise; (b) que le maximum de la part de production de chacune des SOCIETES ETRANGERES ainsi affectée à la satisfaction des besoins de l'industrie congolaise n'excède pas trente pour cent (30%) des HYDROCARBURES qui lui reviennent.

10.02.1 La livraison des quantités d'HYDROCARBURES revenant au CONGO, y compris les HYDROCARBURES LIQUIDES destinés à la Raffinerie de Pointe Noire, sera faite soit à la tête de puits, soit à la sortie du centre de collecte si les parties au CONTRAT D'ASSOCIATION décident, conformément aux dispositions du CONTRAT D'ASSOCIATION, d'en construire un. Au cas où les livraisons d'HYDROCARBURES LIQUIDES au CONGO au titre du présent sous-paragraphe 10.02.1 excèderaient la part revenant au CONGO au titre de la redevance minière conformément au paragraphe 5.03 ci-dessus, le prix de vente de cet excédent sera le prix moyen réalisé par les SOCIETES pour les ventes à des acheteurs non affiliés conclues au cours du mois calendaire précédent celui au cours duquel a lieu la vente d'HYDROCARBURES LIQUIDES au CONGO.

10.02.2 L'engagement de chaque SOCIETE de céder une part de sa production d'HYDROCARBURES provenant du PERMIS dans les conditions définies au paragraphe 10.02 ci-dessus et au prix défini au sous-paragraphe 10.02.1 ci-dessus est limité, pour chaque année calendaire, à la fraction des besoins de l'industrie congolaise en HYDROCARBURES de la qualité requise par l'industrie congolaise qui est égale au rapport entre la part de la production d'HYDROCARBURES de cette qualité revenant à la SOCIETE au titre du CONTRAT D'ASSOCIATION et la production totale d'HYDROCARBURES de ladite qualité issue du territoire du CONGO pour cette même année calendaire. Le CONGO notifiera à la SOCIETE, avant le début de chaque année calendaire, les tonnages requis par elle pour cette même année calendaire au titre de l'engagement ci-dessus.

11
GAR 00015

13.

dans la mesure où l'OPERATEUR détermine que cela est possible dans le cadre des opérations visées par la CONVENTION, l'OPERATEUR tentera de fournir au CONGO les différentes qualités que le CONGO peut demander.

10.02.4 Les quantités d'HYDROCARBURES cédées en application des dispositions du présent article 10 seront payées par le CONGO dans un délai de quinze (15) jours à compter de la fin du mois calendaire de livraison, sur présentation de la facture correspondante par chacune des SOCIETES.

10.03 En cas de découverte de GAZ NATUREL, les parties se réuniront dans les plus brefs délais pour envisager les aménagements qui devront être éventuellement apportés au présent article 10 pour appliquer les principes de la CONVENTION à une telle exploitation.

10.03.1 L'exploitation éventuelle des gisements de GAZ NATUREL se fera conformément aux principes qui régissent les rapports entre les membres de l'ASSOCIATION.

10.03.2 Si l'utilisation du GAZ NATUREL découvert sur le PERMIS n'est pas jugée rentable par les membres de l'ASSOCIATION conformément aux dispositions du CONTRAT D'ASSOCIATION, le CONGO aura la possibilité, directement ou par l'intermédiaire d'HYDRO-CONGO, d'utiliser le GAZ NATUREL et ceci à ses frais.

Si le CONGO exerce son droit d'utiliser le GAZ NATUREL pour son propre usage comme prévu ci-dessus, les installations nécessaires au développement, à la production, au transport et au traitement, y compris notamment la séparation, la compression ou la liquéfaction du GAZ NATUREL, depuis le premier séparateur après le point de production, et d'une capacité suffisante pour traiter le GAZ NATUREL, seront fournies à ses frais par HYDRO-CONGO. Les SOCIETES conviennent de fournir, à des conditions qui seront convenues alors, telle assistance et telle coopération techniques dont HYDRO-CONGO peut avoir besoin pour le développement et l'exploitation des gisements de GAZ NATUREL, et pour l'élaboration, la construction, la gestion et l'entretien de ces installations. En aucun cas lesdites activités ne pourront interférer avec les TRAVAUX PETROLIERS de l'ASSOCIATION.

10.03.3 Tout GAZ NATUREL produit sur le PERMIS et non utilisé directement pour les TRAVAUX PETROLIERS ou conformément au sous-paragraphe 10.03.2 ci-dessus pourra être brûlé en torche.

11. Emploi et formation du personnel

11.01 Conformément au sous-paragraphe 5.01.3 ci-dessus, chacune des SOCIETES sera soumise à la législation et à la réglementation du travail, telles qu'elles résultent des textes

Mr. B. B. /

16/

GAR 00016

relatifs notamment aux conditions générales de travail, au régime des rémunérations, à la prévention et aux réparations des accidents du travail et des maladies professionnelles, ainsi qu'aux associations professionnelles et aux syndicats. De son côté, le CONGO n'édictera à l'égard de chaque SOCIETE ainsi que du personnel de celle-ci en matière de législation du travail et des lois sociales, aucune mesure qui puisse être considérée comme discriminatoire par rapport à celles qui seraient imposées aux autres entreprises exerçant leur activité au CONGO.

11.02 Chacune des SOCIETES s'engage à prendre en charge, conjointement avec les autres membres de l'ASSOCIATION et proportionnellement à son pourcentage de participation au sein de l'ASSOCIATION, la formation, tant sur le plan technique qu'administratif, des cadres, agents de maîtrise et employés congolais nécessaires aux activités d'exploitation, par l'organisation, dans des limites correspondant à l'importance des activités en question, de stages au CONGO ou à l'étranger, l'attribution de bourses d'études à l'étranger et la création de centres de formation professionnelle au CONGO.

11.02.1 Les programmes et les budgets de formation professionnelle devront être approuvés par le Comité de Direction prévu au CONTRAT D'ASSOCIATION après consultation avec l'Administration congolaise.

11.02.2 Chacune des SOCIETES, conjointement avec les autres membres de l'ASSOCIATION, emploiera en priorité, à qualification égale, dans ses établissements et installations, du personnel congolais. Elle s'engage à assurer la formation professionnelle et technique dudit personnel afin de faciliter à tous les niveaux son accession à des emplois en rapport avec ses capacités.

11.02.3 Sur les chantiers d'exploitation situés en dehors des agglomérations ou dans leur voisinage, les SOCIETES assureront conjointement le logement des travailleurs dans des conditions normales d'hygiène et de salubrité et créeront, si nécessaire, l'infrastructure médicale, scolaire, sportive et culturelle correspondant aux besoins normaux des travailleurs et de leurs familles.

11.02.4 Les moyens mis en oeuvre conjointement par les SOCIETES pour l'application des dispositions du présent article 11 ont pour objet de permettre le remplacement progressif du personnel étranger des SOCIETES affecté aux TRAVAUX PETROLIERS par un personnel congolais. A cet effet, les SOCIETES s'engagent à faire de leur mieux pour qu'à l'expiration de la dixième année après le début des TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT ET D'EXPLOITATION, le personnel utilisé par l'OPÉRATEUR pour les TRAVAUX PETROLIERS au CONGO comprenne cent pour cent (100%) d'ouvriers et d'employés, quatre vingt pour cent (80%) d'agents de maîtrise et de techniciens, et cinquante pour cent (50%) de cadres, de nationalité congolaise.

11.02.5 Le personnel de nationalité congolaise utilisé par l'OPERATEUR pour les TRAVAUX PETROLIERS au CONGO sera recruté par l'OPERATEUR et engagé, à sa demande, par HYDRO-CONGO qui le détachera auprès de l'OPERATEUR pour être formé par celui-ci puis, à l'issue de la période de formation, pour être affecté aux TRAVAUX PETROLIERS. A compter de la fin de ladite période de formation, les employés d'HYDRO-CONGO que l'OPERATEUR aura décidé de retenir pour les TRAVAUX PETROLIERS seront, pendant toute la durée de leur détachement auprès de l'OPERATEUR, les employés de ce dernier.

12. Fournisseurs congolais

12.01 Les SOCIETES, ou l'OPERATEUR en leur nom, donneront la priorité pour la réalisation des TRAVAUX PETROLIERS aux fournitures et aux services fournis par des sociétés de droit congolais à égalité de qualité, de quantité, de conditions de vente, de délais de livraison et de services annexes, avec les fournitures et services disponibles à l'étranger.

12.02 Toutefois, les SOCIETES, ou l'OPERATEUR en leur nom, pourront choisir librement les armateurs et les pavillons des navires utilisés par elles à quelque titre que ce soit, sous réserve des restrictions d'application générale que le CONGO peut édicter. Les SOCIETES utiliseront la flotte marchande congolaise qui pourrait être disponible pendant la durée de la CONVENTION, dans la mesure où les tarifs et les autres conditions offertes ne seront pas moins favorables que celles offertes sur le marché international.

13. Mise à disposition des informations

13.01 Les SOCIETES mettront à la disposition du CONGO tous les renseignements en leur possession qu'elles doivent communiquer aux termes du Code Minier. De son côté, le CONGO pourra communiquer aux SOCIETES les informations, notamment de caractère technique, susceptibles d'être utilement employées dans la conduite des TRAVAUX PETROLIERS. Les SOCIETES s'engagent à ne pas divulguer ces renseignements et documentations à des tiers, sauf dans la mesure requise par les TRAVAUX PETROLIERS et à condition, dans ce cas, qu'un engagement soit obtenu du récipiendaire de traiter ces renseignements et documentations comme confidentiels.

13.02 Outre les renseignements qu'elles doivent lui communiquer aux termes des dispositions du Code Minier, les SOCIETES devront mettre gratuitement à la disposition du CONGO toutes les informations géologiques qui seront susceptibles d'être utilisées pour la recherche et l'exploitation des substances minérales autres que les HYDROCARBURES sur le PERMIS. La SOCIETE qui agit en qualité d'OPERATEUR doit déclarer aux autorités congolaises compétentes toute découverte de substances minérales autres que des HYDROCARBURES réalisée sur le PERMIS; les SOCIETES se consulteront en vue d'apprécier l'opportunité, compte tenu des données techniques et économiques,

16.

de s'associer pour l'exploitation desdites substances minérales. Les SOCIETES s'engagent à ne pas divulguer ces informations à des tiers. Le CONGO pourra librement utiliser toute information reçue au titre du présent paragraphe si les SOCIETES expriment leur absence d'intérêt ou ne parviennent pas, dans un délai de quatre (4) mois à compter de la réception de ces informations, à faire une proposition acceptable au CONGO pour un permis de recherches ou d'exploitation concernant la ou lesdites substances minérales.

13.03 A la demande du Ministre de tutelle, les SOCIETES examineront toutes les informations disponibles concernant les possibilités de recherche de substances minérales dans toute partie du territoire congolais qui leur sera indiquée par ladite autorité, et se consulteront entre elles en vue d'apprécier l'opportunité, compte tenu des données techniques et économiques, de s'associer pour la recherche desdites substances minérales..

14. Transport et traitement des produits

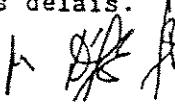
14.01 Le Ministre de tutelle pourra demander aux SOCIETES de s'associer avec d'autres exploitants au CONGO en vue de réaliser ou d'utiliser en commun des installations ou des canalisations pour évacuer tout ou partie de la production d'HYDROCARBURES, à condition, d'une part, que la réalisation desdites installations ou canalisations soit techniquement possible dans des conditions économiques normales, et, d'autre part, que leur utilisation ne porte pas atteinte directement ou indirectement au rendement économique des gisements découverts.

14.01.1 Les tarifs de transport à l'évacuation de la production seront établis par les sociétés exploitantes, après consultation de l'autorité congolaise compétente.

14.02 Dans le cas où la production le permettrait et où les produits finis seraient assurés d'un écoulement certain, le CONGO pourrait demander aux SOCIETES de se consulter en vue d'apprécier l'opportunité, compte tenu des conditions économiques et des prévisions de rentabilité, de la réalisation par les SOCIETES, en association avec le CONGO et/ou avec les partenaires agréés par le CONGO, d'une unité de traitement d'HYDROCARBURES au CONGO.

15. Force majeure

15.01 Si le CONGO ou l'une ou plusieurs des SOCIETES se trouve dans l'impossibilité, partielle ou totale, d'exécuter l'une ou plusieurs de ses obligations prévues à la CONVENTION ou en découlant par suite d'une force majeure, d'un cas fortuit ou d'un événement assimilé à la force majeure (ci-après collectivement désignés "FORCE MAJEURE"), la partie qui invoque la FORCE MAJEURE devra en informer les autres parties dans les plus brefs délais.




GAR 00019

17.

15.02 Ladite notification sera adressée par écrit soit par télex confirmé par lettre, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et devra faire état des éléments de nature à établir la FORCE MAJEURE.

15.03 Seront considérés comme FORCE MAJEURE tous les événements indépendants de la volonté ou échappant à la maîtrise de l'une des parties et ayant pour conséquence d'empêcher totalement ou partiellement, ou de retarder notablement, l'exécution des obligations des parties sans qu'ils aient pu être raisonnablement maîtrisés ou évités. Aux fins de la CONVENTION, seront notamment considérés comme FORCE MAJEURE: la guerre, les troubles civils graves, l'insurrection, les grèves nationales et toutes grèves d'ordre général, le tremblement de terre, l'incendie, l'explosion, les autres catastrophes et tous les empêchements qui résultent directement ou indirectement des commandements ou des prohibitions de la puissance publique.

15.04 La FORCE MAJEURE ne saurait toutefois être valablement invoquée si les cas, faits ou événements dont il s'agit étaient raisonnablement prévisibles ou s'il pouvait y être porté remède par l'exercice d'une diligence raisonnable. L'impossibilité de trouver le matériel nécessaire, si ce n'est à un prix prohibitif, constituera une FORCE MAJEURE. Le manque de moyens financiers ne constituera pas une FORCE MAJEURE.

15.05 Les délais d'exécution des obligations de chaque SOCIETE affectées par une FORCE MAJEURE seront prorogés automatiquement d'une durée équivalente au retard entraîné par ladite FORCE MAJEURE, étant entendu que, d'une part, cette prorogation n'entraînera pas de pénalité à la charge de la partie à laquelle ces obligations incombent et que, d'autre part, les obligations autres que celles affectées par la FORCE MAJEURE devront continuer à être remplies conformément aux dispositions de la CONVENTION.

15.06 Dans tous les cas, la partie concernée devra prendre, en accord avec les autres parties, toutes dispositions utiles pour assurer la reprise normale de l'exécution des obligations affectées par la FORCE MAJEURE. Si, par suite d'une FORCE MAJEURE, l'une des parties ne pouvait exécuter ses obligations telles que prévues à la CONVENTION pendant une période de trois (3) mois consécutifs à compter de la notification prévue ci-dessus, les parties se rencontreraient dans les plus brefs délais pour examiner les incidences des événements dont il s'agit, en particulier sur les délais d'exécution des obligations respectives de chacune des parties. Si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur les incidences dont il s'agit, elles soumettront leur différend à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'article 17 ci-dessous.

16. Déclaration et paiement d'impôts

Chaque SOCIETE sera seule responsable de ses déclarations aux autorités fiscales du CONGO, et du paiement de ses

GAR 00020

18.

impôts au titre de sa participation dans les activités de l'ASSOCIATION au CONGO, sur la base de son revenu imposable au titre de ses activités visées par la CONVENTION.

17. Arbitrage

17.01 Tous différends découlant de la CONVENTION, entre le CONGO d'une part et toute SOCIETE d'autre part, qui ne peuvent pas être résolus à l'amiable, seront tranchés définitivement par arbitrage conformément aux règles en vigueur du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (le "Centre") institué par la Convention pour le Règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, à laquelle le CONGO est partie depuis le 14 octobre 1966.

17.02 Chaque partie à un différend sera autorisée à nommer un arbitre et les arbitres ainsi nommés se mettront d'accord sur un autre arbitre, si nécessaire, afin d'obtenir un nombre impair d'arbitres. Au cas où un accord sur un autre arbitre ne pourrait être obtenu, cet arbitre sera nommé par le Président du Centre.

17.03 L'arbitrage aura lieu à Genève, Suisse. La sentence qui sera rendue en anglais et en français, les deux textes ayant la même force, sera définitive et liera les parties à l'arbitrage. Un jugement d'exequatur pourra être rendu par tout tribunal ou toute autorité compétente ou, selon le cas, une demande pourra être introduite devant ledit tribunal ou devant ladite autre autorité pour obtenir la confirmation judiciaire de la sentence et une décision exécutoire.

17.04 Les honoraires du Centre relatifs à l'arbitrage d'un différend seront supportés de manière égale par les parties audit arbitrage.

17.05 Tous différends pouvant survenir entre les SOCIETES seront tranchés conformément à la clause d'arbitrage du CONTRAT D'ASSOCIATION.

18. Droit applicable

La CONVENTION est régie par le droit congolais.

19. Avis

19.01 Tous avis seront valablement donnés par cable, télex ou courrier adressé à l'autre ou aux autres parties à l'adresse indiquée ci-dessous.

(a) pour le CONGO:

Monsieur le Ministre des Mines et de l'Energie
Ministère des Mines et de l'Energie
Brazzaville
République Populaire du Congo

Le 22/11/

GAR 00021

19.

à l'attention de: Monsieur le Ministre

(b) pour SUPERIOR:

Congolese Superior Oil Company
P.O. Box 1521
Houston, Texas 77001
Etats-Unis d'Amérique

Télex: 0775369

à l'attention de: Vice-President Exploration

(c) pour CITIES SERVICES:

Cities Services Congo Petroleum Corporation
P.O. Box 642
Houston, Texas 77001
Etats-Unis d'Amérique

Télex: 762056

à l'attention de: Vice-President Operations

(d) pour CANADIAN:

Canadian Superior Oil Ltd.
Three Calgary Place
355 4th Avenue S.W.
Calgary, Alberta T2P 0J3
Canada

Tellex: 03826640

à l'attention de: Vice-President Exploration

(e) pour HYDRO-CONGO:

Société Nationale de Recherches
et d'Exploitation Pétrolières --
Hydro-Congo
B.P. 2008
Brazzaville
République Populaire du Congo

Télex: 5220

à l'attention de Monsieur le Directeur Général

μ Bf A
~
GAR 00022
W

20.

Tous avis formels seront donnés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou, si ils sont donnés par cable ou télex, confirmés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

19.02 Chacune des parties pourra modifier l'adresse ci-dessus en avisant les autres par écrit conformément aux dispositions du présent article 19.

19.03 Au stade de la recherche, chacune des SOCIETES désignera un représentant au CONGO auprès duquel tous avis formels seront faits valablement. En cas de découverte commercialement exploitable, la SOCIETE établira au CONGO une succursale régulièrement immatriculée au Registre du Commerce. Par dérogation à l'article 20 de la loi n° 29-62 du 10 juin 1962, tel que modifié, les SOCIETES ne seront pas requises de constituer une société filiale de droit congolais.

20. Avenants

Il pourra être procédé par avenant, à la demande de l'une des parties, à la révision d'une ou plusieurs clauses de la CONVENTION, une telle révision ne pouvant intervenir que d'un commun accord.

21. Garantie par société mère

Les obligations des SOCIETES au titre de la CONVENTION sont garanties par les sociétés mères de leurs groupes respectifs, le cas échéant, conformément à des lettres de garantie dont un modèle est joint en annexe V à la CONVENTION.

Fait à Brazzaville, le 25 mai 1979

Pour la République Populaire
du Congo

Rodolphe Adada,
Ministre des Mines et de l'Energie

Pour Congolese Superior
Oil Company

Diego O. Giordano-Echegoyen
Vice President

Pour Cities Service Congo
Petroleum Corporation

Antoine Saadi

Pour Société Nationale de
Recherches et d'Exploitation
Pétrolières "HYDRO-CONGO"

Alphonse M' Boudou-Nesa,
Directeur Général

Pour Canadian Superior
Oil Ltd.

GAR 00023

CONVENTION
PÉTROLIÈRE
CÔTE D'IVOIRE

ANNEXE I

COPIE DU DECRET ACCORDANT LE PERMIS

GAR 00024

ANNEXE I

COPIE DU DECRET ACCORDANT LE PERMIS

h ff ff

GAR 00025

h ff

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCE DU CONSEIL DES
MINISTRES

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail + Démocratie + Paix

DÉCRET N° 253 / du 16 MAI 1979.

Attribuant à la Société HYDRO-CONGO un Permis de recherche de type "A" pour hydrocarbures (dit "Permis MARINE I")--

LE PRESIDENT DU COMITE CENTRAL DU P.RT CONGOLAINS DU TRAVAIL
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

- Vu l'Acte n° 038/PCT/CC du 30 Mars 1979 portant fondement, organisation et fonctionnement des Pouvoirs Publics ;
- Vu le Décret n° 79/154 du 4 Avril 1979 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le Décret n° 79/155 du 4 Avril 1979 portant nomination des Membres du Conseil des Ministres ;
- Vu la Loi n° 29/62 du 16 Juin 1962 portant Code Minier ;
- Vu la Loi n° 31/62 du 16 Juin 1962 fixant les taux et règles de perception des droits sur les titres miniers ;
- Vu la Loi n° 35/65 du 12 Août 1965 complétant les dispositions du Code Minier ;
- Vu le Décret n° 62/247 du 17 Août 1962 déterminant certaines conditions d'application de la loi n° 29/62 susvisée ;
- Vu l'Ordonnance n° 14/73 du 4 Juin 1973 portant création de la Société Nationale Hydro-Congo ;
- Vu le Décret n° 79/111 du 10 Mars 1979 accordant l'Autorisation Personnelle Minière à la Société Hydro-Congo ;
- Vu la demande présentée par Hydro-Congo en date du 13 Janvier 1979 sous le n° DRP/HC/538/252/ILJR/MM ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E :

Article 1er : Il est octroyé à la Société Hydro-Congo dans les conditions prévues par le présent Décret un Permis de recherche de type "A" dit permis "MARINE I" valable pour les hydrocarbures liquides et gazeux, sous le n° RC 1-15 dont la surface, réputée égale à 1432 (mille quatre cent trente deux) kilomètres carrés et représentée sur la carte jointe en annexe 1 au présent Décret, est comprise à l'intérieur du périmètre défini par :

1.a. Les droites joignant les points 1 et 2, 2 et 3, 3 et 4, 4 et 5, 5 et 6, 6 et 7, 7 et 8, 8 et 9, 9 et 10; ces droites étant réputées coïncider avec la limite séparant le permis "HYDRO MARITIME (A)" renouvelé et le permis "MARINE I".

✓ *H.H.*

.../...

AB

GAR 00026

- 2 -

- b. La droite joignant les points 10 et 11, cette droite étant réputée coïncider en partie avec la limite séparant le permis "MADINGO MARITIME (A)" renouvelé et le permis "MARINE I", et en partie avec la limite séparant la concession "LOANGO EST" et le permis "MARINE I".
- c. Les droites joignant les points 11 et 12, 12 et 13, 13 et 14, 14 et 15, 15 et 16, 16 et 17, ces droites étant réputées coïncider avec la limite séparant la concession "LOANGO EST" et le permis "MARINE I".
- d. Les droites joignant les points 17 et 18, 18 et 19, ces droites étant réputées coïncider avec la limite séparant la concession "LOANGO OUEST" et le permis "MARINE I".
- e. Les droites joignant les points 19 et 20, 20 et 21, 21 et 22, 22 et 23, 23 et 24, 24 et 25, ces droites étant réputées coïncider avec la limite séparant le permis "POINTE-NOIRE GRANDS FONDS (A)" renouvelé et le permis "MARINE I".
- f. La droite joignant les points 25 et 26, cette droite étant réputée coïncider avec la limite séparant le permis "MER PROFONDE" et le permis "MARINE II".
- g. La droite joignant les points 26 et 1, c'est-à-dire une partie de la droite passant à l'intersection de la laisse de basse-mer avec la limite des territoires du Congo et du Gabon dans un azimut géographique de 212 degrés, cette droite étant réputée coïncider avec la limite des eaux respectivement sous juridiction du Congo et du Gabon.

2. Les points 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, et 26 qui sont définis comme suit :

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26

.... /

HB
GAR 00027

Points	Coordonnées Géographiques		Coordonnées U.T.M.	
	Ellipsoïde de Clarke 1880	Longitude Est	Latitude Sud	(Clarke 1880) Fuseau 32 ^{me} : 9°E.
	Longitude Est	Latitude Sud	Est	Nord
1	Point situé à 38 kms de la laisse de basse-mer sur la droite précédemment définie au paragraphe 1.g. ci-dessus.			
2	10°58'14"260	4°14'54"560	718.730	9.530.170
3	11°02'31"668	4°18'29"055	726.652	9.523.560
4	11°05'15"851	4°15'11"226	731.714	9.529.624
5	11°09'50"804	4°15'10"446	740.214	9.529.624
6	11°09'51"271	4°17'56"972	740.214	9.524.308,361
7	11°15'05"727	4°17'56"056	749.914	9.524.308,361
8	11°15'05"241	4°15'09"563	749.914	9.529.624
9	11°23'36"921	4°15'08"046	765.700	9.529.624
10	11°27'26"845	4°18'20"010	772.775	9.523.700
11	11°27'28"782	4°28'12"323	772.775	9.505.500
12	11°16'15"217	4°28'14"496	752.000	9.505.500
13	11°16'15"066	4°27'25"672	752.000	9.507.000
14	11°15'10"219	4°27'12"876	750.000	9.507.000
15	11°15'09"972	4°26'04"513	750.000	9.509.500
16	11°14'21"337	4°26'10"661	748.500	9.509.500
17	11°14'21"191	4°25'15"841	748.500	9.511.000
18	11°10'40"712	4°25'16"499	741.700	9.511.000
19	11°09'55"210	4°24'38"710	740.000	9.512.400
20	11°09'55"600	4°26'54"210	740.000	9.508.000
21	11°07'32"384	4°26'54"636	736.500	9.508.000
22	11°07'53"139	4°31'15"025	736.500	9.500.000
23	11°04'54"774	4°31'15"544	731.000	9.500.000
24	11°04'54"312	4°28'32"756	731.000	9.500.000
25	Intersection du méridien de Longitude Est 11°00'46"944 et de la droite JK du Permis d'origine "PUNTE NOIRE GRANDS FONDS" déterminée dans le Décret n° 68-270 M/CAETH du 17 Octobre 1968.		723.346.900	9.505.000
26	Point situé à 65 kms de la laisse de basse-mer sur la droite précédemment définie au paragraphe 1.G.			

.../...

GAR 00028

Article 2 :

Le programme minimum de travaux à exécuter sur le permis de recherches visé à l'article 1 ci-dessus est défini en Annexe 2 au présent Décret.

Article 3 :

Hydro-Congo est autorisé à s'associer avec des sociétés signataires d'une Convention avec la République Populaire du Congo pour la mise en valeur du Permis de recherches visé à l'article 1 ci-dessus ainsi que des permis d'exploitation et de transport qui en découlent éventuellement.

Article 4 :

Le permis de recherches visé à l'article 1 ci-dessus pourra faire l'objet d'un renouvellement pour une durée de 5 ans dans les conditions prévues au Code Minier. Le programme minimum de travaux à exécuter au cours de la période initiale et de la période de renouvellement, ainsi que les réductions de la superficie du permis de recherches visé à l'article 1 ci-dessus, sont précisées dans l'Annexe 2 jointe au présent Décret.

Article 5 :

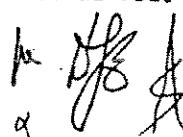
En cas de découverte d'un gisement exploitable sur la superficie du permis de recherches visé à l'article 1 ci-dessus, Hydro-Congo demandera un permis d'exploitation d'hydrocarbures, dont l'attribution est en ce cas de droit.

Chaque permis d'exploitation d'hydrocarbures est valable trente (30) ans. Le permis d'exploitation d'hydrocarbures ne fait pas l'objet de renouvellement.

Sur tous les points qui ne sont pas définis par le présent Décret, le ou les permis d'exploitation découlant du permis de recherches visé à l'article 1 sont régis par les dispositions du Code Minier relatives aux concessions.

Article 6 :

Les sous-traitants engagés par Hydro-Congo ou l'une des Sociétés auxquelles elle se sera associée devront se conformer aux dispositions applicables du Code Minier.



..../....



- 5 -

Article 7 :

Le Ministre des Mines et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent Décret qui sera enregistré, diffusé partout où besoin sera et publié au Journal Officiel de la République Populaire du Congo.

Fait à Brazzaville, le 16 MAI 1979.

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail;
Président de la République, Chef de
l'Etat, Président du Conseil des Ministres

Colonel Denis SASSOU-NGUESSO.

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement

Le Ministre des Mines et de l'Energie

Colonel Louis SYLVAIN-GOMA.

Rodolphe A D A D A.

AMPLIATIONS :

- Présidence de la Rép. 1
- Premier Ministre 1
- Mini-Mines et Energie 1
- Secrétariat G1 aux Mines 15
- Domaines 2
- Société Nat. Hydro-Congo 2
- Secrétariat G1 du Gouvernement 1
- J.O.R.P.C. 2/25

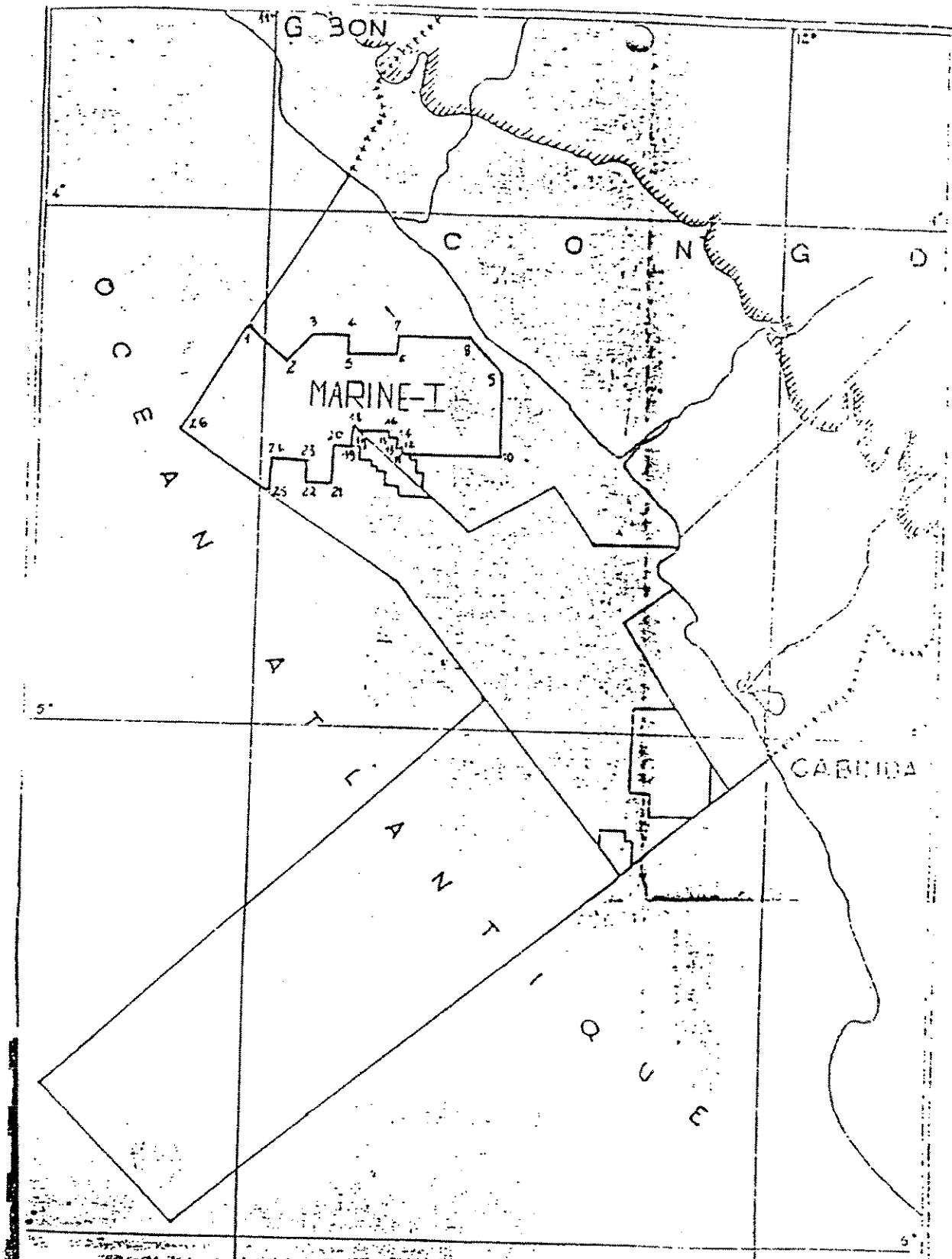
ANNEXE 1

CARTE DU PERMIS "MARINE I"

✓ D/B A

✓ M/S

GAR 00031



GAR 00032

F JF ANNEXE 2

I. - PROGRAMME MINIMUM DE TRAVAUX

A. - Première Période

La première période aura une durée de cinq (5) ans.

Phase I

La phase I aura une durée de trois (3) ans, et se décomposera comme suit :

- a) Campagne sismique de mille (1.000) kilomètres.
- b) Dans les six (6) mois qui suivent la réception du traitement des données obtenues, abandon du permis, ou engagement de forer un puits dans l'antésalifère qui devra être commencé dans les vingt quatre (24) mois qui suivent la date de signature de la convention avec l'Etat, et au plus tard trente (30) mois après cette date, selon la disponibilité des équipements appropriés à des prix compétitifs.
- c) Le titulaire aura l'option soit d'abandonner le permis à la plus lointaine des deux dates suivantes : (i) quatre vingt dix (90) jours après la réalisation de ce forage de recherche, ou (ii) quatre vingt dix (90) jours avant la fin de la phase I, soit de passer à la phase II.

Phase II

La phase II aura une durée de deux (2) ans.

Au cours de cette phase, le titulaire devra forer deux (2) puits de recherche dans l'antésalifère. Le titulaire aura le droit d'abandonner le permis après réalisation du forage de chaque puits.

B. - Deuxième période

Le permis de recherche sera renouvelé à la demande du titulaire pour une période de renouvellement de trois (3) ans au cours de laquelle il sera foré au moins trois (3) puits. Toutefois, le titulaire aura le droit d'abandonner le permis après forage de chaque puits.

C. - Pour les besoins des paragraphes A et ci-dessus,
l'obligation de forer un puits sera censée avoir été satisfait par le titulaire lorsque l'objectif (profondeur ou formation) est atteint, ou lorsque les dépenses effectivement engagées pour la réalisation de ce forage auront atteint un montant égal à cent cinquante pour cent (150 %) du coût estimé pour le forage en question, tel que fixé par le Comité de Direction de l'Association à constituer par le titulaire avec d'autres sociétés signataires avec lui de la Convention avec la République Populaire du Congo visée à l'article 3 du Décret.

F JF

III. - RENDUS

Le titulaire procédera à des rendus comme suit :

- a) - une surface égale à vingt cinq pour cent (25 %) de la zone contractuelle d'origine sera rendue à la fin de la phase I de la première période ;
- b) - une autre surface égale à vingt cinq pour cent (25 %) de la zone contractuelle d'origine sera rendue à la fin de la phase II de la première période, et
- c) - la surface restante de la zone contractuelle d'origine sera rendue en totalité à l'expiration de la période de renouvellement, à l'exception de la ou des surfaces du permis couvertes par un ou plusieurs permis d'exploitation, s'il y en a.
- d) - Seront exclues des surfaces rendues par le titulaire à l'expiration de la phase I et de la phase II de la première période, et à l'expiration de la période de renouvellement, les surfaces du permis dont le Comité de Direction de l'Association visée ci-dessus a déterminé, avant la prise d'effet des rendus ou de l'expiration du permis, qu'elles recouvriront des gisements commercialement exploitables.

ANNEXE II

L'assiette de la redevance et de l'impôt sur les sociétés sera la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES vendus.

Pour la redevance, la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES sera réputée égale à la valeur commerciale de référence FOB Congo fondée sur les ventes au Moyen-Orient calculée comme décrit ci-dessous.

Pour l'impôt sur les sociétés, la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES sera le prix de vente, étant entendu toutefois qu'en cas de ventes à des acheteurs affiliés, le prix de vente ne sera pas inférieur au prix moyen pondéré des ventes de la SOCIETE venderesse à des acheteurs non affiliés pendant la même période pour des quantités raisonnables d'HYDROCARBURES LIQUIDES de qualité et de gravité similaires, ou, faute de telles ventes de quantités raisonnables à des acheteurs non affiliés, le prix de vente ne sera pas inférieur à un prix égal à la valeur de concurrence pour la même période d'HYDROCARBURES LIQUIDES de qualité et de densité similaires.

Calcul de la valeur commerciale de référence FOB Congo

La valeur commerciale de référence FOB Congo sera calculée par référence aux prix de vente gouvernementaux de l'Arabe Léger pour la période applicable, ajustée pour tenir compte du fret, de la densité, du soufre et d'autres différentiels de qualité.

Définitions

1. "Arabe Léger" désigne le pétrole brut produit en Arabie Séoudite et vendu à Ras Tanura, ayant une densité de 34° API.
2. "Berri" désigne le pétrole brut produit en Arabie Séoudite et vendu à Ras Tanura, ayant une densité de 39° API.
3. Les "Prix de Vente Gouvernementaux" (ou "PVG") désignent les prix de vente officiels du gouvernement d'Arabie Séoudite pour la vente de l'Arabe Léger ou du Berri.
4. "AFRA VLCC" et "AFRA LR2" désignent les frets tels que déterminés par le London Tanker Brokers Panel ou par toute autre organisation qui la remplacerait à cet effet, pour des livraisons par très grands pétroliers ou par pétroliers large range two respectivement.

ANNEXE II

L'assiette de la redevance et de l'impôt sur les sociétés sera la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES vendus.

Pour la redevance, la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES sera réputée égale à la valeur commerciale de référence FOB Congo fondée sur les ventes au Moyen-Orient calculée comme décrit ci-dessous.

Pour l'impôt sur les sociétés, la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES sera le prix de vente, étant entendu toutefois qu'en cas de ventes à des acheteurs affiliés, le prix de vente ne sera pas inférieur au prix moyen pondéré des ventes de la SOCIETE venderesse à des acheteurs non affiliés pendant la même période pour des quantités raisonnables d'HYDROCARBURES LIQUIDES de qualité et de gravité similaires, ou, faute de telles ventes de quantités raisonnables à des acheteurs non affiliés, le prix de vente ne sera pas inférieur à un prix égal à la valeur de concurrence pour la même période d'HYDROCARBURES LIQUIDES de qualité et de densité similaires.

Calcul de la valeur commerciale de référence FOB Congo

La valeur commerciale de référence FOB Congo sera calculée par référence aux prix de vente gouvernementaux de l'Arabe Léger pour la période applicable, ajustée pour tenir compte du fret, de la densité, du soufre et d'autres différentiels de qualité.

Définitions

1. "Arabe Léger" désigne le pétrole brut produit en Arabie Séoudite et vendu à Ras Tanura, ayant une densité de 34° API.
2. "Berri" désigne le pétrole brut produit en Arabie Séoudite et vendu à Ras Tanura, ayant une densité de 39° API.
3. Les "Prix de Vente Gouvernementaux" (ou "PVG") désignent les prix de vente officiels du gouvernement d'Arabie Séoudite pour la vente de l'Arabe Léger ou du Berri.
4. "AFRA VLCC" et "AFRA LR2" désignent les frets tels que déterminés par le London Tanker Brokers Panel ou par toute autre organisation qui la remplacerait à cet effet, pour des livraisons par très grands pétroliers ou par pétroliers large range two respectivement.

2.

5. "SPOT VLCC" et "SPOT LR2" désignent le coût de transport calculé à partir de l'Average Worldscale Rates for Single Voyage Dirty Fixture publié mensuellement par H.P. Drewry Ltd., Londres, Royaume Uni, dans leur Shipping Statistics and Economics -- SSE Publication pour une cargaison moyenne pondérée de navires ayant une capacité de 70.000 à 174.999 DWCT en ce qui concerne les "SPOT LR2" et pour une cargaison moyenne pondérée de navires ayant une capacité de 175.000 à 300.000 DWCT ou plus en ce qui concerne le "SPOT VLCC". Pour les besoins des alinéas 2. et 3. ci-dessus, le fret sera calculé sur la base des taux publiés pour le mois au cours duquel les HYDROCARBURES LIQUIDES seront enlevés.

La valeur commerciale de référence FOB Congo sera déterminée comme suit:

1. Prendre le PVG d'un baril d'Arabe Léger d'une gravité de 34° à 34,09°.
2. Déterminer le fret par baril pour le transport de l'Arabe Léger de Ras Tanura à Rotterdam via Le Cap et retour de Rotterdam à Ras Tanura via Le Cap, en divisant la moyenne du fret publié AFRA VLCC et SPOT VLCC par tonne par le nombre de barils par tonne du pétrole brut en question.
3. Déterminer le fret par baril pour le transport des HYDROCARBURES LIQUIDES de Pointe Noire à Rotterdam en divisant la moyenne du fret publié AFRA LR2 et SPOT LR2 par tonne par le nombre de barils par tonne du pétrole brut en question. Soustraire le fret correspondant du fret déterminé conformément au paragraphe 2 ci-dessus et ajouter le résultat au PVG déterminé conformément au paragraphe 1 ci-dessus.

Le montant déterminé conformément à la procédure ci-dessus sera ajusté en hausse ou en baisse conformément aux facteurs de qualité suivants qui seront calculés comme suit:

1. Facteur de densité:

Le différentiel de densité sera déterminé comme suit:

- (a) Prendre la densité de 34° API pour l'Arabe Léger.
- (b) Déduire cette densité de la densité établie des HYDROCARBURES LIQUIDES. Tout résultat positif sera ajouté à la valeur commerciale de référence FOB Congo; tout résultat négatif sera soustrait de la valeur commerciale de référence FOB Congo.
- (c) Multiplier le solde obtenu en (b) par dix pour obtenir un produit.

3.

(d) Multiplier le produit obtenu en (c) par la valeur cotée pour un différentiel de densité par dixième de degré API pour l'Arabe Léger; le résultat sera l'ajustement de densité.

2. Facteur de soufre:

(a) Arabe Léger et Berri

(i) Déterminer la différence des PVG entre l'Arabe Léger et le Berri.

(ii) Déterminer le montant de la différence en (i) imputable à la densité en soustrayant de ladite différence le produit résultant de la multiplication du nombre de dixièmes de degré de densité entre les deux bruts par la moyenne de la valeur des différentiels de densité par dixième de degré API pour les deux bruts.

(iii) Déduire le produit obtenu conformément à (ii) de la différence obtenue conformément à (i).

(iv) Diviser le solde obtenu par application de (iii) par le différentiel de dixième de SWT% entre les deux bruts. Prendre comme référence 1,8 SWT% pour l'Arabe Léger et 1,1 SWT% pour le Berri, sauf accord contraire.

(b) Obtenir l'ajustement de soufre congolais en multipliant la différence en nombre de dixièmes de SWT% entre le contenu en soufre des HYDROCARBURES LIQUIDES et la moyenne de la teneur en soufre de l'Arabe Léger et du Berri en cents des Etats-Unis d'Amérique par un dixième de SWT% déterminé comme il est dit à l'alinéa (a) (iv) ci-dessus.

Ledit ajustement s'ajoutera à la valeur commerciale de référence FOB Congo si le soufre congolais est inférieur à ladite moyenne et sera réduit de la valeur commerciale de référence FOB Congo si le soufre congolais excède ladite moyenne.

3. Autres facteurs de qualité:

(a) Si le gazole lourd distillé à partir des HYDROCARBURES LIQUIDES (ce produit étant distillé entre 600 et 960° Fahrenheit conformément à la procédure de distillation de l'American Society for Testing Metals, ou toute autre organisation qui la remplacerait) a un indice de neutralisation supérieur à 0,5 (indice de neutralisation signifiant le nombre de milligrammes d'hydroxyde de potassium nécessaire pour neutraliser l'acide contenu dans un gramme de gazole lourd), ou

*h
ff
A*

[Signature]
GAR 00038

4.

- (b) Si le gazole lourd extrait des HYDROCARBURES LIQUIDES, tel que défini dans (a) ci-dessus, contient plus de 0,24 parties par million de parties de nickel et de cuivre, ou d'équivalent nickel (calculé par addition des parties par million de vanadium, divisé par 4,3, plus les parties par million de nickel et de cuivre), ou
- (c) Si un quelconque autre facteur de qualité des HYDROCARBURES LIQUIDES, inconnu à la date de la CONVENTION, devait se révéler,

les Parties se réuniront pour se mettre d'accord sur un ajustement équitable de la valeur commerciale de référence FOB Congo déterminée conformément à ce qui précède; dans la mesure où ces caractéristiques auraient une importance appréciable.

*g
A
d*

AKS

GAR 00039

ANNEXE IIITAUX D'AMORTISSEMENTS APPLICABLES AUX SOCIETES

<u>Nature des immobilisations à amortir</u>	<u>Taux annuel</u>
TRAVAUX SOUTERRAINS ET SONDAGES	
Sondes improductives	50,0%
Sondes productives: fixé en fonction de la durée probable de production de la sonde.	
En cas d'indétermination	12,5%
MATERIEL DE TRANSPORT	
Pipe-lines intérieurs	10,0%
Pipe-lines extérieurs	7,5%
MATERIEL DE FORAGE (en général:	
Tiges de forage	20,0%
Outilage de forage	20,0%
Moteur diesel	20,0%
Outilage de derricks, transmissions	20,0%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
Frais de recherches géologiques et géophysiques	20,0%
CONSTRUCTIONS	
Immeubles et constructions en dur pour ateliers, bureaux, magasins, garages, laboratoires, apprentissage, logements, services sociaux et sportifs, cantines, hospitalisation, salles de réunion	3,1/3%
Bâtiments à charpentes métalliques	3,1/3%
Constructions légères semi-fixes sans fondations	10,0%
Cases et tous bâtiments de chantier démontables ou transportables	10,0%
Aménagements intérieurs des ateliers	10,0%

GAR 00040

ANNEXE IIITAUX D'AMORTISSEMENTS APPLICABLES AUX SOCIETES

<u>Nature des immobilisations à amortir</u>	<u>Taux annuel</u>
<u>TRAVAUX SOUTERRAINS ET SONDAGES</u>	
Sondes improductives	50,0%
Sondes productives: fixé en fonction de la durée probable de production de la sonde.	
En cas d'indétermination	12,5%
<u>MATERIEL DE TRANSPORT</u>	
Pipe-lines intérieurs	10,0%
Pipe-lines extérieurs	7,5%
<u>MATERIEL DE FORAGE</u> (en général):	
Tiges de forage	20,0%
Outilage de forage	20,0%
Moteur diesel	20,0%
Outilage de derricks, transmissions	20,0%
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>	
Frais de recherches géologiques et géophysiques	20,0%
<u>CONSTRUCTIONS</u>	
Immeubles et constructions en dur pour ateliers, bureaux, magasins, garages, laboratoires, apprentissage, logements, services sociaux et sportifs, cantines, hospitalisation, salles de réunion	3,1/3%
Bâtiments à charpentes métalliques	3,1/3%
Constructions légères semi-fixes sans fondations	10,0%
Cases et tous bâtiments de chantier démontables ou transportables	10,0%
Aménagements intérieurs des ateliers	10,0%

GAR 00041

2.

Machines de bureau	15,0%
Mobilier de bureau ou autre	10,0%
Téléphone	15,0%

INSTALLATIONS DE CHARGEMENT ET STOCKAGE

Installation de stockage	10,0%
A l'exception des parcs à tubes et des conduites	20,0%
Môles de chargement	3,1/3%
Installations de chargement	10,0%
Conduites flottantes	20,0%

VEHICULES ET VOIES D'ACCES

Engins de génie civil	30,0%
Véhicules automobiles et leurs remorques	33,0%
A l'exception des camions-incendie, camions-ateliers, camions-cimentation	20,0%

TRANSPORTS FLUVIAUX

Pinasses	15,0%
Remorques, pousseurs, chalands-citernes, barges	10,0%
Voies d'accès aux travaux de géophysique et aux sondes improductives	50,0%
Voies d'accès aux sondes productives	25,0%

AUTRES IMMOBILISATIONS

Distribution d'eau	10,0%
Distribution d'air comprimé	10,0%
Distribution d'électricité	10,0%

LIGNES DE TRANSPORT DE FORCE

Pylônes	3,1/3%
Autres éléments	5,0%

TRANSFORMATEURS

Bâtiments et outillage fixe	5,0%
Outilage mobile	10,0%

MACHINES FIXES

Compresseurs	10,0%
Compresseurs en mer	20,0%
Moteurs et pompes diverses à terre	10,0%
Moteurs et pompes diverses en mer	20,0%
Machines-outils à terre	10,0%
Machines-outils en mer	20,0%
Petit outillage	15,0%

GAR 00042

3.

Matériel fixe de laboratoire	10,0%
Matériel mobile de laboratoire	20,0%
Matériel de topographie	10,0%
Matériel de campement en mer	50,0%
Matériel de campement à terre	20,0%

MATERIEL SPECIFIQUE OFF-SHORE

Barges de forage	20,0%
Plate-formes de forage et de production	15,0%
Equipements de puits en mer	20,0%
Câbles sous-marins de transport d'énergie	20,0%
Bouées d'amarrage	25,0%
Equipements sur plate-forme	20,0%
Têtes de puits sous-marines et support de têtes de puits	20,0%
Lignes de collecte entre puits et stations de stockage	20,0%
Lignes principales	10,0%
Lignes de chargement sous-marines	20,0%

Les frais accumulés par les SOCIETES pour les TRAVAUX DE RECHERCHES seront traités de la manière suivante: ceux de ces frais correspondant à la création d'immobilisations seront amortis, à compter du premier exercice qui dégagera des revenus imposables, suivant les taux d'amortissement ci-dessus. Les autres constitueront des frais de premier établissement, dont l'amortissement pourra à ce titre être pratiqué, au choix de chaque SOCIETE, sans limite de temps.

GAR 00043

ANNEXE IVI- PAIEMENT DE LA REDEVANCE

Lorsque la redevance est payée en espèces, chaque SOCIETE fera, au plus tard le 20 de chaque mois, une déclaration des quantités d'HYDROCARBURES enlevées par elle durant le mois calendaire précédent.

Quatre-vingt-cinq pour cent (85%) de la redevance due pour ledit mois précédent de chaque trimestre seront versés lors de la déclaration mensuelle correspondante. Le solde de la redevance due pour chaque trimestre sera calculé et payé en même temps que la déclaration mensuelle faite au cours du deuxième mois suivant la fin du trimestre en question.

II- PAIEMENT DE L'IMPÔT SUR LES SOCIETES

Chaque SOCIETE procédera au versement d'acomptes sur l'impôt sur les sociétés de la manière suivante:

(a) Au cours du premier trimestre, chaque SOCIETE fera une estimation de l'impôt qui sera dû par elle au titre de l'année en cours.

(b) Un montant correspondant à 8/120e de cette estimation sera versé au plus tard le 20 de chacun des mois d'avril, mai, juin, juillet, août et septembre.

(c) Au cours du troisième trimestre, chaque SOCIETE reverra, en fonction du résultat effectif du premier semestre, l'estimation faite par elle de l'impôt annuel.

(d) Un montant correspondant à 8/120e de la nouvelle estimation sera versé au plus tard le 20 de chacun des mois d'octobre, novembre, décembre, et janvier, février et mars de l'année suivante, le versement du mois d'octobre étant toutefois ajusté de manière à ce que le montant total des acomptes versés le 20 octobre corresponde à 56/120e de la nouvelle estimation.

(e) Le solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés sera payé lors du dépôt de la déclaration, et les excédents éventuels seront traités conformément à l'article 126 bis du Code Général de Impôts.

A P JF

MM

ANNEXE IV

I- PAIEMENT DE LA REDEVANCE

Lorsque la redevance est payée en espèces, chaque SOCIETE fera, au plus tard le 20 de chaque mois, une déclaration des quantités d'HYDROCARBURES enlevées par elle durant le mois calendaire précédent.

Quatre-vingt-cinq pour cent (85%) de la redevance due pour ledit mois précédent de chaque trimestre seront versés lors de la déclaration mensuelle correspondante. Le solde de la redevance due pour chaque trimestre sera calculé et payé en même temps que la déclaration mensuelle faite au cours du deuxième mois suivant la fin du trimestre en question.

II- PAIEMENT DE L'IMPÔT SUR LES SOCIETES

Chaque SOCIETE procédera au versement d'acomptes sur l'impôt sur les sociétés de la manière suivante:

(a) Au cours du premier trimestre, chaque SOCIETE fera une estimation de l'impôt qui sera dû par elle au titre de l'année en cours.

(b) Un montant correspondant à 8/120e de cette estimation sera versé au plus tard le 20 de chacun des mois d'avril, mai, juin, juillet, août et septembre.

(c) Au cours du troisième trimestre, chaque SOCIETE reverra, en fonction du résultat effectif du premier semestre, l'estimation faite par elle de l'impôt annuel.

(d) Un montant correspondant à 8/120e de la nouvelle estimation sera versé au plus tard le 20 de chacun des mois d'octobre, novembre, décembre, et janvier, février et mars de l'année suivante, le versement du mois d'octobre étant toutefois ajusté de manière à ce que le montant total des acomptes versés le 20 octobre corresponde à 56/120e de la nouvelle estimation.

(e) Le solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés sera payé lors du dépôt de la déclaration, et les excédents éventuels seront traités conformément à l'article 126 b6 du Code Général de Impôts.

ANNEXE V

MODELE DE LETTRE DE GARANTIE

GARANTIE

ATTENDU QUE la République Populaire du Congo (ci-après désignée le "CONGO"), et Congolese Superior Oil Company, Cities Service Congo Petroleum Corporation, Canadian Superior Oil Ltd. et la Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Pétrolières "HYDRO-CONGO" ont passé une convention en date du 25 mai 1979 pour la recherche et l'exploitation des ressources en hydrocarbures liquides et gazeux en mer au large du Congo (ci-après désignée la "CONVENTION"), et

ATTENDU QUE /nom de la société mère/ (ci-après désignée la "SOCIETE MERE") agissant en tant que titulaire, directement ou indirectement, de toutes les actions représentant le capital de /nom de la société affiliée/ (ci-après désignée la "SOCIETE AFFILIEE") désire assurer au CONGO l'exécution des obligations de la SOCIETE AFFILIEE au titre de la CONVENTION.

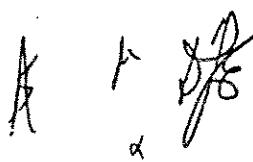
EN CONSEQUENCE,

La SOCIETE MERE accepte et s'engage par la présente à fournir ou à faire tenir à la disposition de la SOCIETE AFFILIEE les fonds qui lui seront nécessaires pour satisfaire à ses obligations résultant de la CONVENTION.

Signé à _____, le _____ 1979.

Pour (nom de la SOCIETE MERE)

(Titre)





GAR 00046

ANNEXE V

MODELE DE LETTRE DE GARANTIE

GARANTIE

ATTENDU QUE la République Populaire du Congo (ci-après désignée le "CONGO"), et Congolese Superior Oil Company, Cities Service Congo Petroleum Corporation, Canadian Superior Oil Ltd. et la Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Pétrolières "HYDRO-CONGO" ont passé une convention en date du 25 mai 1979 pour la recherche et l'exploitation des ressources en hydrocarbures liquides et gazeux en mer au large du Congo (ci-après désignée la "CONVENTION"), et

ATTENDU QUE /nom de la société mère/ (ci-après désignée la "SOCIETE MERE") agissant en tant que titulaire, directement ou indirectement, de toutes les actions représentant le capital de /nom de la société affiliée/ (ci-après désignée la "SOCIETE AFFILIEE") désire assurer au CONGO l'exécution des obligations de la SOCIETE AFFILIEE au titre de la CONVENTION.

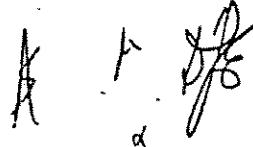
EN CONSEQUENCE,

La SOCIETE MERE accepte et s'engage par la présente à fournir ou à faire tenir à la disposition de la SOCIETE AFFILIEE les fonds qui lui seront nécessaires pour satisfaire à ses obligations résultant de la CONVENTION.

Signé à _____, le _____ 1979.

Pour (nom de la SOCIETE MERE)

(Titre)





GAR 00047

A P E N D I C E

APR 10 2005

WV

GAR 00048

CONGOLESE SUPERIOR OIL COMPANY

P. O. Box 1521
HOUSTON, TEXAS 77001

Monsieur le Ministre des Finances
Ministère des Finances
BRAZZAVILLE

Houston, le 17 mai 1979

Monsieur le Ministre,

Notre société et les sociétés Cities Service Congo Petroleum Corporation et Canadian Superior Oil Ltd. signons le 25 mai 1979 avec la République Populaire du Congo, représentée par le Ministre des Mines et de l'Energie, une Convention relative à la recherche et à l'exploitation d'hydrocarbures sur le permis dit MARINE 1. A cette occasion, nous aimerions recevoir de vous un éclaircissement sur les points suivants :

1. Les travaux relatifs à la mise en valeur de ce permis nous amèneront, en qualité d'Opérateur de l'Association, et peuvent amener dans une moindre mesure nos partenaires non congolais dans l'Association, à envoyer au Congo un personnel spécialisé pour des périodes temporaires mais qui pourront durer quelques années.

(a) Les employés expatriés pourront amener avec eux des biens meubles, véhicules automobiles personnels, et effets personnels et de ménage destinés à leur usage personnel pendant la durée de leur séjour au Congo. Ces biens pourront-ils être importés et réexportés en fin de séjour en franchise de droit ou taxe ?

(b) L'expatriation au Congo pourra entraîner pour ces employés des frais exceptionnels qui seront la conséquence directe de leur détachement : maintien d'une double résidence, scolarisation particulière des enfants et, en l'absence d'une convention particulière fiscale entre la République Populaire du Congo et les Etats-Unis d'Amérique, double imposition éventuelle à l'impôt sur le revenu des

1. 2. R.S.

GAR 00049

Monsieur le Ministre des -2-
Finances

le 17 mai 1979

3.

personnes physiques. L'envoi de ce personnel au Congo nous amènera probablement à verser à ce personnel une indemnité destinée à rembourser les frais de cette nature. Une telle indemnité sera-t-elle assujettie à l'impôt congolais sur le revenu des personnes physiques, en sus de l'impôt applicable à la rémunération du personnel, déduction faite de l'abattement de 30 % de droit commun pour frais professionnels ?

2. Au cas où l'Association serait amenée pour des raisons de force majeure à interrompre l'exploitation pour une durée appréciable, les participants à l'Association pourraient-ils obtenir le remboursement de trop-versés éventuels au titre de l'impôt sur les sociétés ?

3. En ce qui concerne l'ensemble des frais accumulés pendant la période de recherche, nous avons compris que les règles fiscales du Congo conduiraient à les traiter de la manière suivante : ceux de ces frais correspondant à la création d'immobilisations seront amortis, à compter du premier exercice qui dégagera des revenus imposables, suivant les taux d'amortissement figurant en annexe à la convention susvisée. Les autres constitueront des frais de premier établissement, dont l'amortissement pourra à ce titre être pratiqué, au choix du contribuable, sans limite de temps. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous confirmer qu'il en est bien ainsi.

Nous vous prions d'agrérer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération distinguée.


Diego O. Giordano

Vice-Président


GAR 00050



pi: 166/155.

Ministère des Finances

Le Ministre

CONFIDENTIEL

25 MAI 1979

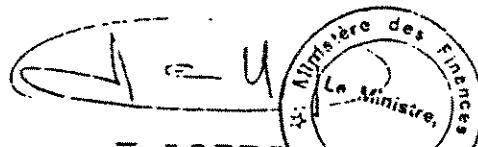
Messieurs,

En réponse à votre lettre du 17 mai 1979, nous avons l'honneur de vous indiquer ce qui suit :

1. (a) Le mobilier et les effets personnels et de ménage peuvent être importés et réexportés en franchise, quelle que soit la durée du séjour, tant que leur usage est limité à l'usage personnel des employés expatriés. Les véhicules automobiles personnels ne peuvent être importés en franchise que pour une période de six (6) mois.
1. (b) Les indemnités décrites dans votre lettre ayant le caractère de remboursement de frais réels de nature exceptionnelle, différents par nature des frais que l'abattement de droit commun a pour objet de couvrir, ne seront pas comprises dans le revenu imposable des intéressés, sous réserve bien entendu de la production des justificatifs appropriés.
2. L'interruption d'exploitation dans les circonstances décrites dans votre lettre peut être interprétée comme une cessation d'activité entraînant l'application des dispositions de l'article 126 bis (4) du Code Général des Impôts.
3. Nous vous confirmons que votre description de l'amortissement des frais accumulés pendant la période de recherche est bien exacte. Ce point est d'ailleurs réglé dans des termes identiques par le dernier alinéa de l'Annexe III à la Convention que votre Société et les sociétés Cities Service Congo Petroleum Company et Canadian Superior Oil Ltd. signent ce jour avec la République Populaire du Congo et Hydro-Congo.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

CONGOLESE SUPERIOR OIL COMPANY
26th Floor



GAR 00051

Brazzaville, le 25 mai 1979

- La République Populaire du Congo,
- Congolese Superior Oil Company,
- Cities Service Congo Petroleum Corporation,
- Canadian Superior Oil Ltd., et
- Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Pétrolières "Hydro-Congo",

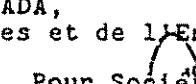
signent ce jour une convention ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles les parties feront des travaux de recherche et éventuellement d'exploitation d'hydrocarbures sur le permis marin dit "Marine 1".

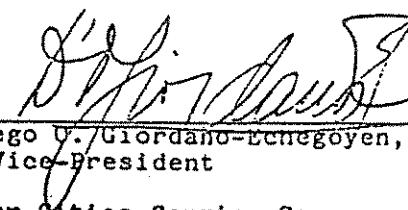
Cette convention est rédigée et signée en français. En cas de difficulté d'interprétation, il sera fait référence à la traduction anglaise ci-jointe, dans un but de clarification.

Pour la République Populaire du Congo:


Rodolphe ADADA,
Ministre des Mines et de l'Energie

Pour Congolese Superior Oil Company


Pour Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières
"HYDRO-CONGO"

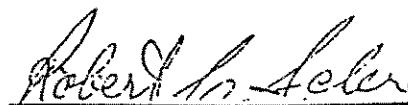

Diego V. Giordano-Echenegoyen,
Vice-Président


Alphonse M. Eboudo-Nesa,
Directeur Général

Pour Cities Service Congo Petroleum Corporation


Pour Canadian Superior Oil Ltd.


Antoine Saadi,
Vice-Président


Robert C. Schrader,
Vice-President,
International Contracts

**Amendment No. 1
to the May 25, 1979
"Marine I" Convention**

December 11, 1981

French version not in our files.

GAR 00053

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DU 25 MAI 1979
PORTANT SUR LE PERMIS MARINE-1

ENTRE

- La République du Congo, ci-après désignée « Le Congo », représentée par Monsieur Nguila MOUNGOUNGÁ NKOMBO, son Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan chargé de la Prospective,

d'une part

ET

- La société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières « Hydro-Congo », ci-après désignée « Hydro-Congo », entreprise publique ayant son siège social à Brazzaville République du Congo, représentée par Monsieur Bernard OKIORINA, son Directeur Général Président,
- CMS NOMEKO Congo Inc., ci-après désignée « NOMEKO », société légalement constituée ayant son siège à Pointe-Noire, République du Congo, représentée par Monsieur K. CHARSINSKY, son Directeur Général,
- Kuwait Foreign Petroleum Exploration Co. k.s.c. société légalement constituée selon les lois du Kuwait, ayant son siège à Kuwait, PO Box 5291, Safat 13053, Kuwait, représentée par Monsieur Mahmoud A. AL RAHMANI, son Président Directeur Général, pour le compte de KUFPEC (Congo) Limited, ci-après désignée « KUFPEC »,

The NUEVO Congo Company, ci-après désignée « NUEVO », société légalement constituée ayant son siège à Houston (TEXAS), représentée par Monsieur Michael D. WATFORD, son Président,

ci-après désignées collectivement « les Sociétés » ou individuellement « la Société »,

Etant précisé que la République du Congo, d'une part, Hydro-Congo, Nomeko, Kufpec et Nuevo d'autre part, sont collectivement désignées ci-après « les Parties », ou individuellement « la Partie ».

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT:

Les Sociétés sont les ayant-droits des signataires de la Convention Marine-I en date du 25 mai 1979, ci-après désignée « la Convention », laquelle définit en son article 7.01 l'assiette de la redevance minière proportionnelle.

Les Parties ayant constaté leurs divergences d'interprétation de l'article 7.01 de la Convention, ont convenu d'en clarifier et harmoniser la rédaction.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1: Définitions

Les définitions contenues dans la Convention s'appliqueront au présent Avenant, sauf si le contexte du présent Avenant indiquait clairement le contraire.

GAR 00054

136
R

Article 2 De l'article 7.01 de la Convention

L'article 7.01 de la Convention se lit comme suit:

« L'assiette de la redevance minière proportionnelle payée en espèce ou en nature est égale pour chaque Société à la valeur des Hydrocarbures enlevés par celle-ci et calculée sur la base du prix déterminé conformément à l'Annexe II à la Convention ou à toute autre méthode sur laquelle les Parties s'accorderaient, diminuée des frais de transport intérieur, traitement, stockage et chargement tels que ces frais apparaissent dans les comptes de ladite Société.

Ne sont pas déductibles de l'assiette de la redevance minière proportionnelle, tous les frais autres que ceux rappelés au paragraphe ci-dessus, notamment les charges d'amortissement et les frais financiers relatifs aux investissements.

La redevance minière proportionnelle n'est pas due sur les quantités d'Hydrocarbures utilisées pour les besoins des travaux pétroliers ou perdues ».

Article 3 Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la Convention et ses avenants demeurent en conséquence inchangées et pleinement applicables.

Article 4 Prise d'effet

Le présent Avenant prend effet rétroactivement le 1er janvier 1994 et sera approuvé par une loi selon les formes requises.

Fait à Paris, en cinq (5) exemplaires, le 25 janvier 1997

Pour la République du Congo
le Ministre de l'Economie, des Finances
et du Plan, chargé de la Prospective

Pour la Société Nationale de Recherche et
d'Exploitation Pétrolières "Hydro-Congo"
le Directeur Général Président


Ngila MOUNGOUNGA NKOMBO

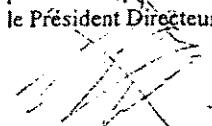
Pour CMS Nomeco Congo
le Directeur Général

Pour The NUEVO Congo Company
le Président


K. CHARSINSKY


Michael D. WATFORD

Pour Kuwait Foreign Petroleum Exploration Co. k.s.c.
pour le compte de KUFPEC (Congo) Limited
le Président Directeur Général


Mahmoud A. AL-RAHMANI

GAR 00055